

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

**CHAPITRE 22**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	9
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>11</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 301: ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE</b>	<b>12</b>
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	14
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	16
2.2.	<b>PROGRAMME 302: APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE</b>	<b>22</b>
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	23
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	23
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	25
2.3.	<b>PROGRAMME 304: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.</b>	<b>32</b>
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	33
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	33
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	34
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	35
2.4.	<b>PROGRAMME 305: RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L' INTEGRATION REGIONALE</b>	<b>42</b>

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	43
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	43
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	43
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	46
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>52</b>
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	53
3.2.	LEÇONS APPRISES	53
3.3.	PERSPECTIVES	54

## NOTE EXPLICATIVE

---

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Cette partie indique les éléments d'ancrage des programmes du MINEPAT à la Stratégie nationale (DSCE) et à ses missions organiques.

### 1.1.1. Priorités de la stratégie nationale en rapport avec les missions du MINEPAT

La mise en œuvre de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (SCE) implique pour le MINEPAT une intervention multiforme qui s'inscrit dans les trois piliers stratégiques du DSCE, à savoir : la stratégie de croissance, la stratégie de l'emploi, la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat.

**En matière de croissance économique**, le MINEPAT est interpellé sur les aspects ci-après :

- l'appui à la compétitivité des filières non agricoles porteuses de croissance (Bois, Textile-confection, Tourisme et TIC) (DSCE §221) ;
- le relèvement des dépenses en capital de 20 à 30% du budget de l'Etat à l'horizon 2020 (DSCE §452) ;
- l'amélioration de l'efficacité et la qualité du programme d'investissement public (DSCE §453) ;
- l'augmentation de la part du budget d'investissement public consacrée à la réalisation des grands projets (DSCE §478) ;
- la mobilisation de l'Aide Publique au Développement et l'amélioration de son efficacité, conformément aux principes de la Déclaration de Paris (DSCE §537) ;
- la recherche des débouchés dans les marchés européens, américains et asiatiques (DSCE §282, 284 et 503) ;
- le renforcement de l'intégration sous-régionale et régionale (DSCE §108, 120, 276 à 281).

**En matière d'emploi**, le MINEPAT est appelé à coordonner la mise en œuvre efficace de la stratégie de promotion des approches à Haute Intensité de la Main d'œuvre (HIMO), incluant notamment le développement d'un environnement politique et institutionnel favorable, l'amélioration des connaissances sur ces approches en vue de favoriser la création d'emplois décents et la promotion de l'utilisation de celles-ci dans les investissements publics (DSCE § 97, 166, 325 et 355).

Par ailleurs, il devra promouvoir la création des pôles régionaux de croissance, reposant sur des bassins de production en vue de l'amélioration de l'offre d'emplois décents (DSCE § 329, 330 et 331).

**S'agissant de la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat**, les orientations interpellant le MINEPAT sont notamment :

- le renforcement du suivi du dialogue avec le secteur privé sur le climat des affaires (DSCE §374 et 375) ;
- l'instauration systématique des plans de développement pour les communes et pour les régions. Ces plans serviront de cadre de dialogue, de mise en cohérence et d'accueil des

appuis de l'Etat central au développement régional et local (DSCE §534) ;

- la définition des orientations devant guider la politique économique nationale et ses déclinaisons dans les domaines budgétaire, fiscal, monétaire, financier, et commercial (DSCE §390) ;
- la systématisation des stratégies sectorielles et de leurs déclinaisons en programmes d'actions ministériels, la généralisation des cadres de dépenses à moyen terme et des budgets programmes (DSCE §391).

**Au-delà des orientations susmentionnées**, le MINEPAT est appelé à assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Le décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du gouvernement, assigne à ce département ministériel, la mission principale d'élaborer et de mettre en œuvre la politique économique de la Nation, de la planification ainsi que de l'aménagement du territoire. A ce titre, il est chargé :

### **En matière économique,**

- de l'élaboration du Programme d'investissement pluriannuel de l'Etat ;
- de la cohérence des stratégies sectorielles de développement du pays ;
- de la coordination et de la centralisation des études sur les projets d'intérêt économique national ;
- de la centralisation des projets et de la gestion de la banque des projets en liaison avec les Administrations concernées ;
- de la promotion des investissements publics ;
- de la préparation des Cadres de Dépense à Moyen Terme et du Budget d'Investissement Public ;
- de la gestion du budget d'investissement public en liaison avec le Ministère des Finances ;
- de la prospection, la négociation, la finalisation et le suivi de l'exécution des Accords et Conventions de prêts en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures et les Administrations concernées ;
- de l'analyse économique conjoncturelle à court et moyen termes ;
- des orientations fondamentales et des stratégies de réhabilitation et de privatisation des entreprises publiques en liaison avec le Ministère des Finances ;
- du suivi de la coordination de la politique de développement économique et social du Gouvernement ;
- du suivi de la cohérence et de la coordination des actions engagées, avec les divers partenaires internationaux et bilatéraux, dans la mise en œuvre des programmes économiques ;
- du suivi et du contrôle des programmes et projets d'investissement, en liaison avec les Ministères sectoriels et le Ministère des Finances ;
- de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et

l'emploi ainsi que de la vision 2035 ;

- du suivi de la conjoncture économique en liaison avec le Ministère des Finances ;
- du suivi de la coopération multilatérale notamment avec la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement et l'Union Européenne en liaison avec le Ministère des Finances et le Ministère des Relations Extérieures ;
- du suivi de la coopération économique et technique, bilatérale, sous-régionale, régionale et internationale, notamment avec la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures et les Administrations concernées.

**En matière de planification,**

- de l'élaboration d'un cadre global de planification stratégique du développement du pays ;
- de la réalisation des études et des analyses prospectives sur le développement du pays à moyen et long termes ;
- de la planification des ressources humaines ;
- de la coordination des études et du suivi des questions de population.

**En matière d'aménagement du territoire,**

- de la coordination et de la réalisation des études d'aménagement du Territoire, tant au niveau national que régional ;
- du suivi de l'élaboration des normes et règles d'aménagement du territoire et du contrôle de leur application ;
- du suivi et du contrôle de la mise en œuvre des programmes nationaux, régionaux ou locaux d'aménagement du Territoire ;
- du suivi des organisations sous-régionales s'occupant de l'aménagement en liaison avec les Départements Ministériels concernés.

Il suit les activités de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN).

Il exerce la tutelle sur les Missions de développement ou d'aménagement du territoire ainsi que sur :

- l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- l'Institut Sous-Régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA) ;
- l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) ;
- le Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population (BUCREP) ;
- le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA).

Lui est rattaché, le Comité Technique de Préparation et de Suivi des Programmes économiques.

Il co-préside le Comité Interministériel chargé des Privatisations et de la Réhabilitation des Entreprises Publiques.

### 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Malgré un contexte international difficile marqué notamment par la baisse des cours des matières premières et la dégradation des termes de l'échange, l'activité économique nationale est restée soutenue. La demande intérieure s'est maintenue en hausse, induite par la poursuite des grands projets d'infrastructures d'une part, et par des actions de relance de la production dans plusieurs branches marchandes d'autre part.

Au cours de l'exercice 2013, la mise en œuvre du 1<sup>er</sup> budget programme au Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire s'est faite dans le strict respect des dispositions contenues dans la loi n°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat et la circulaire n°13/001/MINFI du 08 janvier 2013 portant instructions relatives à l'exécution et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales et des autres organismes subventionnés, pour l'exercice 2013.

Par ailleurs, l'on a noté des événements prévisibles ou non, dont l'occurrence a influencé d'une manière ou d'une autre la mise en œuvre des programmes. Nous pouvons citer les plus significatifs d'entre eux :

- l'opération spéciale de recrutement de 25 000 jeunes diplômés à la fonction publique ;
- l'amélioration du taux de décaissement des ressources extérieures imputable pour l'essentiel à la bonne exécution de certains grands projets structurants ;
- la prorogation, par voix réglementaire, de la période d'engagement et d'ordonnancement des dépenses en capital ;
- les externalités négatives relatives à la mise en application de la réforme des marchés publics. Face à cette situation, un texte réglementaire a été pris pour réviser les seuils de compétences des commissions de passations des marchés publics ;
- une faible maturation des projets en général, malgré la bonne préparation des grands projets qui a permis leur mise en œuvre satisfaisante ;
- la faible production des comités Planification Programmation Budgétisation Suivi/évaluation (PPBS) dans les différents départements ministériels ;
- le lancement du Programme Agropoles ;
- la survenance des inondations dans les régions septentrionales ;
- les difficultés de mise en route de la nouvelle application informatique devant accompagner l'exécution du budget de l'État, avec pour conséquence la mise à disposition tardive des ressources financières aux administrations.

### 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Economie, Planification et Aménagement du Territoire », en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le MINEPAT s'est fixé l'objectif stratégique de « **Contribuer à la réalisation d'une croissance économique soutenue et promouvoir un développement équilibré du territoire national** ».

La réalisation de cet objectif a impliqué la mise en œuvre des quatre programmes ci-après au cours de l'exercice 2013 :

- Programme 301 intitulé « Administration et gouvernance » ;
- Programme 302 intitulé « Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance » ;
- Programme 304 intitulé « Renforcement de la planification du développement et l'intensification des actions d'aménagement du territoire » ;
- Programme 305 intitulé « Renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale ».

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2013

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 301

ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE

Responsable du programme

M. EDOA GILBERT DIDIER  
*Secrétaire Général*

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Soutenir la mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution des actions planifiées au MINEPAT
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	61.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	75.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION DES SERVICES ET APPUI JURIDIQUE Action 03: GESTION DES RESSOURCES HUMAINES Action 04: GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES Action 05: CONTROLE DU FONCTIONNEMENT DES SERVICES ET EVALUATION DE LA PERFORMANCE Action 06: COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE DU CAMEROUN Action 08: GESTION DES RESSOURCES INFORMATIQUES	
DOTATIONS INITIALES	AE 17 115 367 000	CP 17 115 367 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. EDOA GILBERT DIDIER, Secrétaire Général	

### 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme support du MINEPAT au cours de l'exercice 2013 a été marqué entre autres par la prise en compte des nouvelles recrues issue de l'opération spéciale de recrutement de 25000 jeunes diplômés à la fonction publique, la réforme des marchés publics et la réforme des finances publiques.

La réforme des marchés publics, qui a conduit en 2011 à la création d'un ministère en charge des marchés publics (MINMAP) pour conduire les opérations de passation des marchés de grande envergure et contrôler l'exécution physique et financière des marchés passés sur l'ensemble du territoire national, s'est poursuivi au cours de l'année 2013 par une refonte du cadre juridique et réglementaire des marchés publics, et la rationalisation des commissions de passation des marchés. L'arrivée de ce nouvel acteur dans la chaîne de passation des marchés de grande envergure a entraîné une redistribution des rôles des différents acteurs. Au cours de l'exercice 2013, le MINMAP a mis un accent particulier sur les préalables que doivent satisfaire les maîtres d'ouvrage ou maîtres d'ouvrage délégués pour assurer le bon fonctionnement du système, à savoir : (i) une bonne programmation des marchés et le respect de celle-ci ; (ii) la disponibilité des études détaillées de projets et la disponibilité de leur financement pour éviter le triste phénomène des chantiers abandonnés. Le déficit d'information ou d'appropriation des procédures de la part des acteurs a quelques fois entraîné des retards dans le processus de passation des marchés et donc, de l'exécution de la commande public. Par ailleurs, le relèvement du seuil de compétence du MINMAP sur certains marchés, intervenu au second semestre de l'année 2013, aura permis de réduire les délais de passation des marchés relevant

des CMP placés auprès des maîtres d'ouvrage et maîtres d'ouvrage délégués en fin d'exercice budgétaire.

S'agissant de la réforme des finances publiques, l'application intégrale de la loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 est entrée en vigueur dans son intégralité dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec comme point d'orgue la présentation et l'exécution du budget de l'État sous forme programmes. L'application des dispositions de cette loi vise à garantir une gestion axée sur les résultats qui responsabilise les différents acteurs politiques et administratifs pour une mise en œuvre efficace et efficiente des programmes déclinés des politiques publiques. Ce faisant, les modalités de préparation, de présentation, de l'exécution et de contrôle du budget de l'État ont été modifiées puisque la mise en œuvre du budget-programme a induit non seulement de nouveaux concepts, mais aussi de nouveaux outils à l'instar de l'application PROBMIS. Aussi, le frémissement observé en début d'exercice budgétaire dans l'exécution du budget a-t-il été jugulé chemin faisant, en partie, grâce aux renforcements de capacités effectués à l'intention des différents acteurs concernés.

Dans le souci de rattraper ces retards dans l'exécution du budget, le Chef de l'État a ordonné en novembre 2013 la prorogation des délais d'engagement et d'ordonnancement des dépenses d'investissement public, ainsi que la période complémentaire. Ainsi, l'arrêt des engagements fut fixé au 31 décembre 2013, celui des ordonnancements au 31 janvier 2014 tandis que la période complémentaire devait courir jusqu'au 31 mars de l'année 2014.

### **2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013**

En vue de soutenir la mise en œuvre des programmes techniques du MINEPAT, le programme 301 « administration et gouvernance » a été mis en œuvre de manière harmonieuse à travers les six (06) actions susmentionnées. Au 31 décembre 2013, le taux d'exécution des actions planifiées au MINEPAT, utilisé pour la mesure de la performance du programme, était de 70%. Une performance moyenne qui est tributaire des réalisations enregistrées dans les différents programmes.

Ce taux aurait pu être meilleur n'eût été d'une part, la difficulté de mobilisation des ressources financières et d'autre part, le déploiement d'importantes ressources pour faire face aux interventions d'urgence dans le septentrion du pays.

Par ailleurs, les lenteurs observées dans le processus de passation des marchés publics ont retardé l'exécution de nombreux projets notamment ceux relevant des programmes 304 (Renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire) et 301 (Administration et gouvernance).

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	70%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	93,33%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 18 966 400 370	CP 18 966 400 370
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -1 851 033 370	Ecart CP -1 851 033 370
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 18 032 370 152	CP 17 735 334 098
TAUX DE CONSOMMATION	95,07 %	93,51 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>La mise en œuvre des actions du programme support a contribué à améliorer les conditions de travail et son environnement au sein du département ministériel, permettant ainsi aux différents programmes opérationnels d'être mis en œuvre de manière harmonieuse.</p> <p>Toutefois, les lenteurs observées dans le processus de passation des marchés publics ont retardé l'exécution de nombreux projets et activités notamment ceux relevant des programmes 304 (renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire) et 301 (Administration et gouvernance)</p>	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reformulation du cadre logique du programme</li> <li>- Mise en place du dispositif de pilotage de la performance</li> </ul>	

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 COORDINATION DES SERVICES ET APPUI JURIDIQUE									
OBJECTIF	Renforcer la cohérence des actions dans la mise en oeuvre des missions du MINEPAT								
Indicateur	Intitulé:	Proportions de dossiers traités dans les délais impartis pour lesquels les comptes rendus sont dressés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	75.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	80.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 029 100 000	2 029 100 000	2 103 937 938	2 103 937 938	1 831 884 000	1 831 884 000	90,28 %	90,28 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Vulgarisation de la note d'instruction n° 0051 du 27 Juillet 2012 relative à l'organisation du travail au MINEPAT								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plans d'actions 2013 des services centraux et déconcentrés élaborés</li> <li>- Feuille de route 2013 élaborée</li> <li>- 01 rapport semestriel et 01 rapport annuel d'autoévaluation de la mise en œuvre de la feuille de route 2013 élaboré</li> <li>- Environ 15 000 courriers traités et ventilés</li> <li>- 12 réunions de coordination tenues assorties de comptes-rendus</li> <li>- Au moins 156 réunions de cabinet sur des dossiers spécifiques tenues assorties de comptes-rendus</li> <li>- Généralisation des fiches de traitement des dossiers assorties des délais de traitement</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'instruction systématisée des dossiers par la hiérarchie avec des mentions (immédiat, très urgent, urgent) faisant référence au délais de traitement a permis de porter la proportion des dossiers traités dans les délais impartis à un niveau appréciable en 2013. En outre, il convient de relever ici qu'un système de monitoring des dossiers a été mis en place en début d'exercice 2013 pour le suivi et la relance des structures dans le traitement des dossiers.								
Perspectives 2014	Reformulation de l'action, de l'objectif et de l'indicateur à l'effet de dissocier l'appui juridique de la coordination des services								

### Action 03 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Optimiser la gestion et l'utilisation des ressources humaines							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnels en poste en adéquation avec le cadre organique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  96%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		70.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		80.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		77						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 176 000 000	2 176 000 000	2 169 281 086	2 169 281 086	2 105 991 000	2 105 991 000	96,78 %	96,78 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Prise en compte des nouvelles recrues de l'opération des 25000 jeunes diplômés à la fonction publique							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 01 plan de formation mis à jour</li> <li>- 40 personnels formés sur le thème « Ethique, déontologie et rédaction administrative »</li> <li>- 78 personnels des services centraux et déconcentrés formés sur le thème « Budget programme : élaboration et pilotage »</li> <li>- 27 chauffeurs du MINEPAT recyclés</li> <li>- 21 personnels sensibilisés sur l'archivage moderne et la gestion des documents administratifs</li> <li>- Base de données du réseau SIGIPES mise à jour à la lumière des nominations, arrivées et départs du MINEPAT</li> <li>- Fichier solde et des pensions assaini</li> <li>- Nomination des responsables des services centraux et déconcentrés au MINEPAT</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La proportion de personnels en poste en adéquation avec le cadre organique a été portée 77% à travers d'une part, la nomination des responsables à des postes jusque-là restés vacants, et d'autre part, la formation ou le renforcement des capacités des responsables dont les besoins avaient été clairement identifiés.</p> <p>En dehors des salaires du personnel régulièrement payés, la dynamisation de la vie associative et culturelle ainsi que la prise en charge des cas de maladie et d'accidents professionnels ont contribué à améliorer l'environnement de travail.</p>							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recenser du personnel à l'effet d'avoir une maîtrise des effectifs et des compétences ;</li> <li>- Assurer la gestion rationnelle des carrières ;</li> <li>- Dynamiser la vie associative et culturelle au MINEPAT ;</li> <li>- Pouvoir à l'essentiel des postes vacants.</li> </ul>							

## Action 04 GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES

OBJECTIF	Optimiser la gestion et l'utilisation des ressources matérielles et financières							
Indicateur	Intitulé:		Ecart relatif entre l'exécution et la programmation du budget				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		40.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		25.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	12 381 467 000	12 381 467 000	14 203 704 531	14 203 704 531	10 078 257 000	10 078 257 000	81,4 %	79,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Réformes des marchés publics et des finances publiques							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Bâtiment annexe n°3 du MINEPAT construit</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Locaux du MINEPAT sis au boulevard du 20 mai partiellement réhabilités (7 étages)</li> <li>- Bâtiment abritant les locaux de la délégation régionale du MINEPAT/Ouest construit</li> <li>- Une vingtaine de clôtures construites dans plusieurs délégations régionales et départementales du MINEPAT</li> <li>- Production de 02 documents techniques de la chaîne PPBS (PAP 2014-2018, PPA 2014)</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>La prise en compte de plusieurs activités programmées au niveau du PAP 2013-2017 dans l'élaboration PPA 2013 a contribué à réduire l'écart entre la planification et l'exécution du budget. L'écart constaté en 2013 aurait pu être meilleur si le ministère disposait d'un CDMT.</p> <p>Toutefois, les crédits votés ont été en grande partie utilisés pour la mise en œuvre du plan de construction et d'équipement des services centraux et déconcentrés du MINEPAT, en dehors des 8 milliards de Financements Extérieurs inscrits au niveau de cette action et totalement consommés.</p>							
Perspectives 2014	<p>La reformulation de l'action, de l'objectif et de l'indicateur à l'effet de dissocier la gestion des ressources matérielles des ressources financières ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à la production et à la cohérence interne des documents techniques attendus de la chaîne PPBS ;</li> <li>- La poursuite des opérations d'équipement des délégations régionales et départementales du MINEPAT en matérielles informatiques et mobilier de bureau ;</li> <li>- La poursuite des travaux de réhabilitation et la mise en place des réseaux informatiques et internet du bâtiment annexe du MINEPAT sis au boulevard du 20 mai ;</li> <li>- L'achèvement des travaux de construction des clôtures dans plusieurs délégations régionales et départementales.</li> </ul>							

Action 05 CONTROLE DU FONCTIONNEMENT DES SERVICES ET EVALUATION DE LA PERFORMANCE								
OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des Services							
Indicateur	Intitulé:		Nombres de rapports annuel sur le fonctionnement et la performance des services				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  67%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		1.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		3.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		2						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	153 000 000	153 000 000	152 890 981	152 890 981	116 271 000	116 271 000	75.99 %	75.99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Déficit de prendre en compte les changements intervenus en matière d'évaluation de la performance conformément aux dispositions du nouveau régime financier de l'Etat, et de l'entrée en vigueur du budget programme							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 04 rapports trimestriels d'évaluation de la performance des services produits</li> <li>- 01 rapport annuel d'évaluation de la performance des services produits</li> <li>- 01 rapport annuel d'évaluation du fonctionnement des services produits</li> <li>- 01 avant-projet d'étude sur la cartographie des risques élaboré</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>L'essentiel des ressources financières ont été utilisées pour concevoir, réaliser et rendre compte des évaluations du fonctionnement et de la performance des services. La synthèse des travaux a été matérialisée par la production des rapports annuels sur le fonctionnement et la performance des services.</p> <p>Face aux risques ressortis dans ces rapports, il a été élaboré un avant-projet d'étude sur la cartographie des risques en vue de leur maîtrise.</p> <p>Ainsi, la cible fixée en 2015 pour l'indicateur de cette action, à savoir 03 rapports annuels, est entrevue.</p>							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reformulation de l'indicateur de cette action car le nombre de rapport ne permet pas de rendre compte de la performance obtenue</li> <li>- Réalisation de la cartographie des risques</li> </ul>							

## Action 06 COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE DU CAMEROUN

OBJECTIF	Maintenir l'animation de la promotion de l'économie camerounaise							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de supports thématiques produits et diffusés annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		16000.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		16000.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	122 800 000	122 800 000	122 777 279	122 777 279	122 800 000	122 800 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Intensification et diversification des actions de promotion de l'économie camerounaise au sommet de l'Etat							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production des supports de promotion (CD et documents physiques) avec les intitulés suivants : Investir au Cameroun, le guide de l'investisseur, les indicateurs clés de l'économie camerounaise, les opportunités d'investissement au Cameroun, la lettre économique du Cameroun, le répertoire des entreprises du Cameroun, les éditions de la « News letter » du MINEPAT ;</li> <li>- Production et diffusion de 13 émissions de CROISSANCE PLUS dans les radios nationales ;</li> <li>- Production de films de promotion bilingues ;</li> <li>- Couverture médiatique des événements interpellant le MINEPAT ;</li> </ul> Animation du site web du MINEPAT et celui dédié aux investisseurs étrangers.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Intensification des actions de promotion de l'économie camerounaise, notamment avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la visite du chef de l'Etat en France avec la rencontre avec le Mouvement des Entrepreneurs de France (MEDEF) ;</li> <li>- la visite du chef de l'Etat en Turquie avec l'importance accordée au volet économique de la visite</li> <li>- le Forum Economique Europe-Afrique de Katowice en Pologne ;</li> <li>- le Forum Economique Inde Afrique ;</li> <li>- le Forum Economique EMA-Invest à Genève</li> </ul> la commission mixte Cameroun-Royaume Uni à Londres							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre la promotion de l'économie camerounaise en l'améliorant quantitativement et qualitativement</li> <li>- Mettre en place un système d'information permettant de renseigner l'indicateur de performance de l'action en temps réel.</li> </ul>							

## Action 08 GESTION DES RESSOURCES INFORMATIQUES

OBJECTIF	Développer les ressources informatiques et optimiser leur utilisation							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un ordinateur fonctionnel ayant accès à Internet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  67%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		40.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		60.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		40					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	253 000 000	253 000 000	213 808 555	213 808 555	76 597 000	76 597 000	30,28 %	30,28 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition de nouveaux bâtiments non câblés et non équipés par le MINEPAT</li> <li>- Recrutement de nouveaux personnels</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation et mise en place des réseaux informatiques effectuées à 20%</li> <li>- Mise en place d'un point fibre optique à l'immeuble AMACAM abritant les services du MINEPAT</li> <li>- Près de 200 nouveaux ordinateurs complets acquis au profit des services centraux et déconcentrés</li> <li>- Acquisition des licences serveurs antivirus pour 350 clients, pour la maintenance du parc informatique</li> </ul> <p>Développement et déploiement de l'application de Gestion du Parc informatique du MINEPAT dénommée "GESPARC"</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accroissement de 20% du personnel a dissimulé les efforts faits en vue de l'amélioration des conditions de travail ;</li> </ul> <p>Plusieurs marchés n'ont pu être lancés en raison de la lenteur des processus de passation des marchés, avec pour conséquence le faible taux de consommation des crédits.</p>							
Perspectives 2014	<p>Poursuite de l'interconnexion internet et téléphonique des différents sites du MINEPAT (services déconcentrés et services centraux).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour l'année 2015, en plus d'annualiser l'indicateur de l'action, il faudra le reformuler de telle sorte qu'il permette de prendre en compte le biais apporté par l'accroissement régulier du personnel du MINEPAT.</li> </ul>							

# 2013

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 302

APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE  
LA CROISSANCE

Responsable du programme

M. BONDOMA YOKONO Dieudonné  
*Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics*

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Consolider la croissance économique	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du BIP
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2010
	Valeur Cible	80.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE ECONOMIQUE Action 02: APPUI A LA MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES Action 03: PROMOTION DES APPROCHES A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO) DANS LES INVESTISSEMENTS PUBLICS Action 05: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME Action 06: SUIVI, EVALUATION ET CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC Action 08: PREPARATION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC Action 09: DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 257 200 000	CP 2 257 200 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. BONDOMA YOKONO Dieudonné, Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics	

### 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme "**appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance**" a été exécuté dans un contexte marqué par le renforcement de l'accompagnement des différents ministères dans le processus de maturation des projets et d'élaboration des documents budgétaires, de la surveillance économique, de la modernisation de l'appareil de production et du développement des filières porteuses de croissance.

Toutefois, des difficultés relatives à la mise en route de la réforme budgétaire, de la mise en application de la réforme des marchés publics et de l'insuffisante maturité de certains projets inscrits au BIP, ont principalement été observées.

### 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

#### 2.2.1. Performance globale du programme en 2013

L'objectif du programme 302 était de consolider la croissance économique. Toutefois, certaines difficultés d'appropriations et de mise en œuvre de la double réformes des finances publiques et des marchés publics ont sensiblement contribué à retarder, voire à reporter l'exécution de certains projets inscrits aux BIP pour l'exercice 2013.

Par conséquent, le taux d'exécution BIP base ordonnancement au 31 décembre est évalué à 75%, en retrait de 5 points par rapport à l'objectif envisagé en fin 2013.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	75%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	93,75%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 122 835 206	CP 2 122 835 206
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2 122 835 206	Ecart CP 2 122 835 206
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 938 965 847	CP 1 938 965 847
TAUX DE CONSOMMATION	91,34 %	91,34 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Cette contre performance observée au niveau de l'indicateur du programme s'explique principalement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les difficultés d'ordre techniques observées aux démarrages de la mise en exécution de la réforme budgétaire ;</li> <li>- les externalités négatives de la mise en œuvre de la réforme sur les marchés publics</li> <li>- l'insuffisante maturité de certains projets inscrits au BIP.</li> </ul> <p>Pour ce qui est de l'utilisation des ressources allouées pour la mise en œuvre du programme, elle se justifie par la bonne réalisation des différentes activités du programme.</p>	
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre avec le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne d'exécution du BIP en matière de maîtrise de la double réforme ;</li> <li>- poursuivre le suivi de la mise en œuvre du DSCE ;</li> <li>- assure la mise à niveau des entreprises à travers le Bureau National de mise à niveau ;</li> <li>- d'intensifier la mise en place des agropoles ;</li> <li>- poursuivre la structuration des filières porteuses de croissance, ainsi que la modernisation de l'appareil de production ;</li> <li>- poursuivre la promotion de la réalisation des ouvrages suivant l'approche HIMO ;</li> <li>- S'assurer de la maturité des projets à inscrire au BIP.</li> </ul>	

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE ECONOMIQUE									
OBJECTIF	Analyser l'évolution à court et à moyen terme de la conjoncture économique nationale et internationale								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de publications régulièrement produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		4.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		4.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	681 500 000	681 500 000	681 466 350	681 466 350	649 560 224	649 560 224	95,2 %	95,32 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est effectuée dans un contexte marquée par la poursuite de la crise économique dans la zone euro, une dégradation du climat des affaires au Cameroun, une amélioration de l'offre énergétique avec la mise en service de la centrale à gaz de KRIBI ainsi que des difficultés en matière de transport d'énergie.								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 bimensuelles économiques produites ;</li> <li>- 2 tableaux de bord de l'économie camerounaise produits ;</li> <li>- 1 rapport sur la compétitivité de l'économie camerounaise ;</li> <li>- 2 rapports sur les perspectives de l'économie camerounaise à court et à moyen termes ;</li> <li>- 10 rapports régionaux ainsi que le rapport national sur le développement économique du Cameroun (RADEC) ont été produits ;</li> <li>- Production d'un guide méthodologique d'élaboration du RADEC ;</li> <li>- 1 rapport sur l'état d'avancement des réformes sur le climat des affaires ;</li> <li>- 1 rapport sur l'évaluation de l'impact des CFCE et perception des nouvelles entreprises ;</li> <li>- 1 Rapport méthodologique de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM4) ;</li> <li>- La réalisation de l'enquête pilote de ECAM 4 ;</li> </ul> la production et la validation de la Matrice d'actions prioritaires (MAP) 2013-2015.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le niveau élevé de l'utilisation des ressources, s'explique notamment par la bonne mise en œuvre de la plupart des activités prévues dans le cadre de cette action. Nous pouvons également relever la consommation par l'Institut National de la Statistique de 500 millions dans le cadre des préparatifs de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages.								
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- poursuivre les activités de renforcement de la surveillance économique ;</li> <li>- améliorer l'indicateur d'appréciation de la performance de cette action de sorte à mieux laisser transparaître l'évolution en terme de renforcement de la surveillance économique ;</li> <li>- vulgariser le guide méthodologique d'élaboration du RADEC ;</li> <li>- réaliser la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages, afin de permettre sa réalisation au cours de l'année 2014</li> </ul>								

Action 02 APPUI A LA MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES										
OBJECTIF	Rendre plus compétitives les filières porteuses de croissance									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de filières de croissance structurées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		1.0							
	Année cible:		2015							
	Valeur Cible		2.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	98 000 000	98 000 000	83 000 000	83 000 000	81 928 733	81 928 733	98,71 %	98,71 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est effectuée dans un contexte marquée par un accroissement du déficit de la balance courante, un besoin plus accru en termes de mise à niveau des entreprises camerounaises et de structuration des filières porteuses de croissance									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- quinze (15) agropoles mis en place</li> <li>- production du plan de développement intégré et de compétitivité de la filière maïs ;</li> <li>- opérationnalisation du Bureau national de mise à niveau des entreprises ;</li> <li>- opérationnalisation du programme de compétitivité des filières de croissance ;</li> <li>- soutien apporté aux artisans couturiers des villes de Douala et Yaoundé dans le cadre du développement de la filière coton/textile/confection</li> <li>- promotion du Crédit-bail comme instrument de financement des PME dans le cadre de la modernisation de leur appareil de production ;</li> <li>- mise en place des centres d'accompagnement des promoteurs des pépinières d'entreprises dans les dix (10) régions.</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>L'indicateur de performance de cette action ne permet pas d'apprécier à suffisance les efforts en matière de modernisation de l'appareil de production, et de développement des filières.</p> <p>L'utilisation des ressources à notamment permis de réaliser le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des réformes sur l'amélioration du climat des affaires. Les activités relatives à la mise en place des agropoles ont bénéficié des ressources complémentaires</p>									
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- poursuivre la mise en place des agropoles ;</li> <li>- assurer la mise à niveau des entreprises à travers le bureau de mise à niveau ;</li> <li>- poursuivre la production des plans de développement des filières porteuses de croissance ;</li> <li>- poursuivre la vulgarisation du crédit bail et des autres instruments de financement des PME.</li> </ul>									

Action 03 PROMOTION DES APPROCHES A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO) DANS LES INVESTISSEMENTS PUBLICS										
OBJECTIF	Contribuer à la maîtrise des approches HIMO et leur utilisation par la réalisation des investissements publics									
Indicateur	Intitulé:		Part des investissements publics réalisés en HIMO				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure		%							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		5.0							
	Année cible:		2015							
	Valeur Cible		20.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):									
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	433 200 000	433 200 000	428 199 995	428 199 995	424 849 728	424 849 728	99,04 %	99,04 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par le désir des autorités de promouvoir l'utilisation des matériaux locaux, d'assurer la réduction du chômage des jeunes à travers la réalisation des travaux à haute intensité de mains d'œuvre.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la construction de cinq ouvrages démonstratifs de type HIMO dans 05 communes ;</li> <li>- la formation de 80 personnels des PME du secteur des BTP sur les techniques HIMO ;</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'indicateur d'appréciation de la performance de cette action ne peut être mesuré, car il est difficile d'appréhender toutes les investissements réalisés suivant l'approche HIMO dans le BIP de l'Etat. Toutefois, les ressources consommées ont permis de réaliser des ouvrages démonstratifs de type HIMO dans les communes de Kribi, d'Edéa, de Bangangté, de Sangmelima, et de Mbouda. Elle a également servi à renforcer les capacités pour une meilleure appropriation des approches HIMO de certaines PME du secteur des BTP.									
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>entrevoir la modification de l'indicateur de performance de cette action, afin de définir un indicateur facilement mesurable ;</li> <li>- poursuivre la promotion de l'approche HIMO notamment dans le CTD ;</li> </ul>									

## Action 05 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer l'efficacité de la mise en oeuvre du programme							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en oeuvre du programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  133%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		60.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		70.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		93						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	53 500 000	53 500 000	53 494 675	53 494 675	49 692 070	49 692 070	92,89 %	92,89 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action s'est déroulée dans un contexte marqué par la mise en œuvre du Budget Programme.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration du plan d'actions du programme Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance</li> <li>-Elaboration d'un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du programme ;</li> <li>- Elaboration de la feuille de route du programme ;</li> <li>- Rapport de mise en œuvre du plan d'action du programme</li> <li>- Rapport de mise en œuvre de la feuille de route du programme</li> <li>- Elaboration de la Chaine des résultats du programme</li> <li>- Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du programme</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'utilisation des ressources cette action a permis d'acquérir les fournitures de bureau, les consommables informatiques, l'acquisition des documents spécifiques et de conduire efficacement les missions de coordination du programme.							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assurer l'appropriation de la double réforme par les responsables des actions ;</li> <li>- poursuivre la tenue régulière des réunions de coordination</li> </ul>							

Action 06 SUIVI, EVALUATION ET CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC								
OBJECTIF	Assurer la performance dans l'exécution du BIP							
Indicateur	Intitulé:	Proportion d'administration dont les rapports de suivi et d'évaluation attendus sont produits dans le respect du calendrier établi					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  60%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	40.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	30						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	595 000 000	595 000 000	546 764 508	546 764 508	540 520 700	540 520 701	99 %	98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'action s'est réalisée dans un contexte marqué par la mise en œuvre du premier budget programme, et l'élaboration en cours d'exercice des instruments méthodologiques de suivi et d'évaluation du BIP, avec notamment la mise en place d'un nouveau dispositif de suivi participatif du BIP							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Annexes BIP du projet de loi de règlement et du rapport d'évaluation à mi-parcours du Budget de l'Etat produits ;</li> <li>- Guide d'évaluation de la chaîne de résultats des programmes et projets produit et atelier National de sensibilisation et d'information sur le Guide tenu</li> <li>- Rapports trimestriels de suivi du BIP produits ;</li> <li>- Tenue d'un Colloque sur l'exécution du BIP ;</li> <li>- Tenue des Missions de contrôle des projets du BIP dans certaines régions.</li> </ul> <p>Décret N° 2013/7987/PM du 13 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement des Comités de Suivi de l'Exécutions Physico-financière de l'Investissement, au regard de la réforme budgétaire et celle des marchés publics ;</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Au cours de l'exercice, l'accent a été mis sur l'élaboration des instruments méthodologiques de suivi-évaluation du BIP, ainsi que sur les missions de contrôle des projets du BIP.							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuivre le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne d'exécution du BIP, et ceux de la chaîne de passation des marchés publics ;</li> <li>- Automatiser le suivi de l'exécution du BIP ;</li> <li>- Mettre en place un format de rédaction des rapports régionaux et départementaux de suivi du BIP ;</li> <li>- Encadrer les administrations dans la production du rapport sur leurs chaînes des résultats</li> <li>- Evaluer les indicateurs de performance du budget programme en liaison avec l'INS</li> </ul>							

## Action 08 PREPARATION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC

OBJECTIF	Faire du budget de l'Etat un véritable levier de la croissance économique							
Indicateur	Intitulé:		Proportion d'administrations dont le BIP est arrimé aux PAPs et aux CDMTs				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  66,7%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		66,7						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	319 000 000	319 000 000	252 915 592	252 915 592	242 800 805	242 800 805	96 %	96 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La préparation du BIP 2014, s'est effectuée dans un contexte marqué par l'exécution du Premier Budget programme.</li> <li>- La préparation du BIP 2014 a ainsi capitalisé les leçons apprises de la préparation du budget 2013.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Guide de maturation des grands projets élaboré et validé</li> <li>- CDMT des ministères sectoriels élaborés</li> <li>- Banque des projets du Gouvernement mise à jour</li> <li>- Journal des projets 2013 produit et diffusé</li> <li>- Pré-conférences et conférences budgétaires organisées</li> <li>- Document de programmation des projets des organismes publics et parapublics élaboré</li> <li>- Document de programmation des projets à financement extérieur élaboré</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Il y a déséquilibre dans les rendus de la chaîne PPBS. En effet, la budgétisation est consacrée par la loi des finances alors que les autres rendus que sont le PAP et le CDMT ne sont pas institutionnalisés. De ce fait, le calendrier de production des PAP et CDMT n'est pas toujours respecté. En outre, ces documents ne sont pas toujours conçus comme préalable à la budgétisation au sein des administrations lorsqu'ils existent</p>							
Perspectives 2014	<p>La révision en cours de la loi de 2007 portant régime financier de l'Etat pour l'arrimer aux directives CEMAC devraient permettre dans le sillage du débat d'orientation budgétaire, de faire valider les documents de cadrage budgétaire à moyen termes par le parlement avant les conférences budgétaires. En attendant, il faudra d'ores et déjà veiller à l'accompagnement des administrations à l'élaboration de leur document de cadrage dans le respect du calendrier budgétaire d'une part, et d'autre part veiller à la prise en compte des PAP et CDMT dans la budgétisation.</p> <p>Institutionnaliser le calendrier budgétaire.</p>							

## Action 09 DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES

OBJECTIF	Accroître la participation du privé dans les projets publics							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de contrats de partenariats signés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  60%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		8.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	77 000 000	77 000 000	76 994 086	76 994 086	73 588 586	73 588 586	96 %	96 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	RAS							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supports documentaires de diffusion des PPP produits et vulgarisés</li> <li>- Outils spécifiques pour le développement des PPP mise en place</li> <li>- Points focaux PPP dans les administrations identifiés et formés</li> <li>- Elaboration d'une liste de projet à mettre en œuvre suivant le mode PPP à l'effet d'intéresser des investisseurs</li> <li>- Signature d'un contrat en vu de la fourniture d'un scanner de 64 baretts à l'hôpital de la caisse ;</li> <li>- Signature d'un contrat en vu de l'équipement en dialyse à l'hôpital général de Douala ;</li> <li>- Signature d'un contrat en vu de la construction du port de limbé.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	RAS							
Perspectives 2014	Poursuivre les actions de vulgarisation et la réalisation des infrastructures en mode PPP au Cameroun							

# 2013

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 304

RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET  
INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE.

Responsable du programme

M. OUM ELOMA Janvier  
*Directeur Général de la Planification et de l'Aménagement du Territoire*

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme « Renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire » est le programme n°304 dans la liste des programmes des départements ministériels. Il vise à rendre disponible l'ensemble des Stratégies Sectorielles et Thématiques, ainsi que les Schémas National et Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire définis par la loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire. Ces stratégies et schémas d'aménagement à élaborer doivent être arrimés au DSCE, et doivent prendre notamment en compte les questions de population et de genre.

Pour atteindre cet objectif, le programme 304 est décliné en six (06) actions opérationnelles et une (01) action de coordination.

OBJECTIF	Arrimer les interventions du gouvernement aux objectifs de développement déclinés dans le DSCE	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de stratégies arrimées au DSCE
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	46.0
	Année de référence:	2010
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 08: APPUI AU DEVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL Action 09: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME Action 10: RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE Action 11: PROSPECTIVE ET VEILLE STRATÉGIQUE DE DEVELOPPEMENT Action 12: PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA NATION ET SUIVI DES POLITIQUES DE POPULATION Action 13: MAÎTRISE ET MISE EN VALEUR DES POTENTIALITÉS DU TERRITOIRE ET DE SES FRONTIÈRES Action 14: PLANIFICATION ET APPUI À LA RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 36 175 087 000	CP 25 375 087 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. OUM ELOMA Janvier, Directeur Général de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme a été principalement marquée par :

- l'entrée en vigueur du budget-programme et les difficultés de son appropriation ;
- l'entrée en jeu de la réforme des marchés publics et les difficultés de son appropriation ;
- les fortes précipitations encore connues dans la partie septentrionale du pays ;
- l'instruction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, au cours du Conseil de Cabinet du mois de mai 2013, de rendre disponible à l'échéance 2015, le Plan de Zonage du Territoire National ainsi que les Schémas National et Régionaux d'Aménagement et de Développement

Durable du Territoire ;

- l'appropriation progressive de la chaîne PPBS par les différentes administrations ;
- la nécessité de désenclaver les grands bassins de production agropastorale et des zones touristiques
- la définition en 2012 du régime général des contrats-plans Etat/Commune ;
- l'amorce de la réflexion sur la structure du capital humain de la nation ;
- l'accord de la Banque Mondiale pour le financement du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations dans la Région de l'Extrême-Nord.

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	60%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	26%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 34 503 369 101	CP 23 703 369 101
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 671 717 899	Ecart CP 1 671 717 899
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 23 454 530 190	CP 23 454 350 189
TAUX DE CONSOMMATION	68,29 %	98,95 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>La stratégie du secteur de l'Education a été validée au cours de l'exercice 2013. Par ailleurs, les documents sur l'état des lieux des stratégies du secteur Rural et du secteur Gouvernance ont été élaborés.</p> <p>En plus de ces extraits, les ressources du programme ont permis la mise en œuvre du PNDP à hauteur d'environ 17 milliards, la réalisation des travaux d'urgence pour le confortement des digues du Logone et de Maga à l'issue des inondations survenues dans la partie septentrionale du pays et à l'aménagement des berges du fleuve Logone et à Lagdo à hauteur de 03 milliards de FCFA. environ.</p>	
PERSPECTIVES 2014	<p>Il sera question d'affiner l'objectif du programme et de son indicateur en vue d'intégrer la nécessité de produire les outils d'aménagement du territoire que sont principalement le Plan de Zonage du Territoire National, les Schémas National et Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, conformément aux dispositions de la Loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire</p>	

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 08 APPUI AU DEVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL								
OBJECTIF	Accroître les capacités techniques, financières et matérielles des CTD et autres associations de développement local							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des Collectivités Territoriales Décentralisées disposant d'un plan de développement et le mettant en œuvre					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  195%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	44.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	75						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	17 329 000 000	17 329 000 000	17 322 388 866	17 322 388 866	17 318 963 750	17 318 963 750	99,98 %	99,98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'exécution de cette activité s'inscrit dans la cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation et il est question de disposer pour chaque Commune d'un plan de développement au niveau communal. Ces plans ont été élaborés avant le DSCE et il est question de les arrimer et produire les Plans Communaux de Développement. Au début de l'exercice 2013, 151 PCD étaient arrimés au DSCE et il est question de poursuivre cet arrimage dans les 178 restants. Cet arrimage bénéficie de l'existence d'un Guide de planification régionale et locale.</p> <p>- Un autre élément majeur du contexte est la signature par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, du décret n°2012/0709/PM du 20 mars 2012 fixant le régime général des Contrats-Plans Etat/Commune.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	67 PCD ont été arrimés au DSCE portant le nombre total à 245 sur les 329 attendus 2205 microprojets ont été mis en œuvre dans le cadre des 178 Communes disposant des PCD							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'essentiel des ressources destinées à l'exécution de cette action sont orientées pour la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif à hauteur d'environ 17 milliards. Par ailleurs, environ 320 000 000 de FCFA ont été affectés à l'appui des Organisations et Associations de développement local							
Perspectives 2014	Il s'agira de poursuivre l'arrimage des PCD restants au DSCE et de poursuivre la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif. Un accent sera également mis sur la vulgarisation du régime général des Contrats-Plans Etat/Commune.							

## Action 09 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer l'efficacité de la mise en œuvre du programme							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  200%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		60.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		80					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	97 000 000	97 000 000	89 759 312	89 759 312	77 976 064	77 976 064	86,87 %	86,87 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Début de la mise en œuvre du Budget-Programme avec de nouvelles missions (objectifs du programme et des actions) et une organisation nouvelle de la mission de coordination des activités (Responsable du programme, responsable de l'action).							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration du Plan d'Action 2013</li> <li>Evaluations trimestrielles de la mise en œuvre du Plan d'Action 2013</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Uniquement destinées au fonctionnement, les ressources de cette action ont permis d'acquérir les fournitures et de conduire les missions indispensables pour l'élaboration du plan d'action et les évaluations périodiques de leur mise en œuvre.							
Perspectives 2014	Renforcer le dispositif de pilotage et de coordination du programme conformément au manuel de pilotage du Budget-Programme							

## Action 10 RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

OBJECTIF	Etendre la planification stratégique à tous les secteurs, thématiques et sous-secteurs du DSCE							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stratégies arrimées au DSCE, mises en œuvre et suivies				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  44,4%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		10.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	404 000 000	404 000 000	403 927 496	403 927 496	394 526 482	394 466 481	97,66 %	97,66 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>L'entrée en vigueur effective depuis 2013 du Budget-Programme a fortement marqué l'exécution de cette activité dont l'un des objets majeurs et de définir les outils devant conduire au bout de la chaîne PPBS de disposer des Programmes de Performance pertinents et orientés vers la réalisation des objectifs du DSCE. L'exécution efficace de cette activité dépend du déploiement effectif de la chaîne PPBS qui reste encore embryonnaire.</p> <p>Par ailleurs, la réforme des marchés publics a sensiblement retardé le processus de sélection des Cabinets devant accompagner l'élaboration de la stratégie du Secteur Industries et du Secteur Gouvernance, et l'actualisation de la stratégie du Secteur Rural et la stratégie de Développement des Services Sociaux</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La stratégie du secteur Education a été validée</li> <li>- Le document de l'état des lieux de la stratégie du secteur Rural a été élaboré</li> <li>- Le document de l'état des lieux de la stratégie du secteur Gouvernance a été élaboré</li> <li>- Le document de l'état des lieux de la Stratégie de Développement des Services Sociaux a été élaboré</li> <li>- Le CBMT 2014-2016 a été élaboré</li> </ul> <p>Les PAP de 38 administrations ont été élaborés</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources destinées à la réalisation de cette action ont permis d'adopter la stratégie du secteur de l'Education, ainsi que la production des Etats de lieux en vue de la formulation des choix stratégiques dans le secteur de la Gouvernance, le secteur Rural et dans la stratégie de développement des Services sociaux.</p> <p>Par ailleurs, la réforme des marchés publics a retardé le processus de recrutement des consultants pour l'élaboration des stratégies</p>							
Perspectives 2014	Il s'agira de finaliser l'élaboration de la stratégie de la Gouvernance et l'actualisation de la stratégie du secteur Rural. L'élaboration de la stratégie du secteur des Infrastructures et la stratégie thématique du financement du développement sera également engagée.							

## Action 11 PROSPECTIVE ET VEILLE STRATÉGIQUE DE DEVELOPPEMENT

OBJECTIF	Assurer la veille prospective de développement							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de prospective et de veille stratégiques élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		2.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		01					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	143 000 000	143 000 000	138 822 447	138 822 447	91 418 531	91 298 531	65,85 %	65,77 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le principal fait marquant est l'état embryonnaire de l'exercice de veille stratégique. Il faut développer les instruments nécessaires pour permettre de déployer cette action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>- Un rapport de veille stratégique a été élaboré sur le thème « les réalisations des niveaux du taux de croissance de l'économie s'inscrivent-ils sur les sentiers de la Vision ? »</p> <p>Le rapport de l'étude préliminaire sur la classe moyenne a été vulgarisé en interne</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	En plus du rapport de veille stratégique élaboré sur le thème « les réalisations des niveaux du taux de croissance de l'économie s'inscrivent-ils sur les sentiers de la Vision », il a été question de la poursuite de la finalisation du modèle MADIBA et de la production d'une note conceptuelle sur la veille stratégique							
Perspectives 2014	Pour améliorer la performance de cette action, une emphase sera mise sur la mise à disposition du modèle MADIBA afin de permettre ainsi de réaliser au moins 02 articles de veille et 12 bulletins de prospective chaque année.							

Action 12 PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA NATION ET SUIVI DES POLITIQUES DE POPULATION								
OBJECTIF	Mettre en adéquation le capital humain et les besoins en ressources humaines pour le développement							
Indicateur	Intitulé:	Proportion de stratégies arrimées au plan de développement des ressources humaines					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  20%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	5.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	01						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	315 000 000	315 000 000	315 000 000	315 000 000	311 448 108	311 448 108	98,87 %	98,87 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La disponibilité du plan de développement des ressources humaines de la Nation constitue l'un des défis majeurs de cette action. La réalisation en cours de l'étude sur la structure du capital humain permettra à terme de disposer de ce plan et de veiller à sa prise en compte dans les stratégies de développement.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La stratégie de l'Education validé en 2013 intègre les questions liées aux populations et au genre</li> <li>- La Journée Internationale de la Population a été organisée</li> <li>- Le processus d'édition et de diffusion du Guide d'intégration des questions de population validé a été enclenché</li> <li>- Les réflexions pour l'organisation du 4<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat ont démarré et une dotation de près d'un milliard de FCFA a été inscrite dans le budget 2014 pour le lancement des activités préparatoires</li> <li>- Les réflexions pour la réalisation de l'étude sur la structure du capital humain se sont poursuivies et ont permis de finaliser les TDR de l'étude, de la collecte et du traitement des données, ainsi que le document de méthodologie et de l'ossature du rapport de l'étude</li> </ul> <p>Le Rapport National sur le Développement Humain a été préfacé</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources ont notamment permis d'organiser la Journée Internationale de Population et les concertations nécessaires pour l'avancée des dossiers relatifs à l'étude sur la structure du capital humain, au Rapport National sur le Développement Humain et au Guide d'intégration des questions de population. Près du tiers de ces ressources ont également permis des transferts au BUCREP et à l'Institut Panafricain de Développement.							
Perspectives 2014	Accélérer la réalisation de l'étude sur la structure du capital humain et le lancement du 4 <sup>ème</sup> RGPH							

Action 13 MAÎTRISE ET MISE EN VALEUR DES POTENTIALITÉS DU TERRITOIRE ET DE SES FRONTIÈRES										
OBJECTIF	Accroître les poches de création de richesses									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de bassins de production aménagés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		50%	
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		2.0							
	Année cible:		2015							
	Valeur Cible		4.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		01							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	16 386 500 000	5 746 500 000	15 210 889 380	4 570 889 380	4 540 826 255	4 540 601 255	29,85 %	99,34 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de cette action a été marquée par la survenue en 2012 des inondations dans la partie septentrionale du pays et l'instruction du Président de la République de construire une digue-route de Gobo à Kousséri. Parmi les autres éléments importants, on doit relever la nécessité d'élaborer les outils d'aménagement du territoire conformément à la Loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire et l'instruction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement au cours du Conseil de Cabinet du mois de mai 2013, de rendre disponible les Schémas National et Régionaux d'Aménagement du Territoire à l'échéance de 2015.</p>									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travaux d'urgence de confortement des digues du Logone et de Maga ont été réalisés avec l'appui du MINDEF et de la SEMRY</li> <li>- Les travaux de construction des digues d'Idabato, de Ngoosso, de Bamensi et Njangossa ont été retenus pour être exécutés en régie avec l'appui du MINDEF</li> <li>- Les TDR pour la réalisation des études techniques de la construction de la digue-route et des aménagements connexes ont été élaborés. Le marché a été lancé pour la présélection des Cabinets d'Etudes.</li> </ul> <p>Les TDR pour la réalisation des études techniques de la construction du pont frontalier entre Yagoua (Cameroun) et Bongor (Tchad) ont été élaborés et le marché a été lancé pour la présélection des Cabinets d'Etudes.</p>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le niveau de résultat obtenu, à savoir 01 bassin de production aménagé, est lié à la réalisation des travaux d'urgence sur la digue de Maga et sur les ouvrages connexes, permettant l'aménagement des casiers rizicoles de la SEMRY. Certaines activités ont également été engagées et dont la réalisation à terme permettra de créer des bassins de production. C'est le cas de la digue-route et des aménagements connexes, la construction des digues d'Idabato, de Ngoosso, de Bamensi et Njangossa. Par ailleurs, la formulation du programme de développement des marchés frontaliers a été engagée.</p>									
Perspectives 2014	<p>Reformuler l'action et son indicateur pour mettre en avant la nécessité d'élaborer les outils d'aménagement du territoire conformément à la Loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire.</p>									

Action 14 PLANIFICATION ET APPUI À LA RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE										
OBJECTIF	Promouvoir le développement équilibré du territoire									
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du plan de déploiement des infrastructures sur le territoire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50%			
	Unité de mesure		%							
	Année de référence:		2012							
	Valeur de référence:		0.0							
	Année cible:		2015							
	Valeur Cible		5.0							
Réalisation exercice (Résultat technique):		0								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	1 500 587 000	1 340 587 000	1 022 581 600	862 581 600	719 371 000	719 371 000	83,4 %	83,4 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action repose sur l'élaboration préalable d'un plan de déploiement des infrastructures sur le territoire, qui à ce jour n'est pas encore disponible									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>- Les études de faisabilité pour l'aménagement des canaux d'irrigation des parcelles cultivables de Lagdo ont été réalisées</p> <p>Les TDR pour les études techniques de faisabilité de la construction des magasins de stockage et de conditionnement des produits agricoles (Mbouda, Kye-ossi, Foubot) ont été élaborés</p>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le niveau de réalisation affiché ci-dessus est lié à l'indicateur de l'action qui ne se prête pas à une évaluation étant entendu que le plan de déploiement des infrastructures sur le territoire est inexistant. Cependant, des activités ont été réalisées dans le cadre de cette action. On peut relever notamment le suivi de la réalisation des infrastructures d'aménagement du territoire. Par ailleurs, des ressources de cette action sont destinées au financement de l'exécution des activités d'investissement de la MEADEN (50 000 000), de la MIDIMA (50 000 000) et du PDICA (40 000 000).									
Perspectives 2014	Reformuler l'action et son indicateur									

# 2013

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.4. PROGRAMME 305

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE  
L' INTEGRATION REGIONALE

Responsable du programme

**M. ESSOMBA NGOULA Blaise**  
*Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale*

### 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité de l'apport des partenariats économiques à la réalisation des objectifs de développement	
Indicateur	Intitulé:	Volume des financements extérieurs mobilisés
	Unité de mesure	Mds
	Valeur de référence:	1145.0
	Année de référence:	2011
	Valeur Cible	1300.0
	Année cible:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE DE COOPERATION Action 02: CONSOLIDATION DE L'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE Action 03: PROMOTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET DES FINANCEMENTS INNOVANTS Action 04: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 681 346 000	CP 1 681 346 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. ESSOMBA NGOULA Blaise, Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale	

### 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 305 de la Direction Générale de l'Intégration Régionale du MINEPAT a été exécuté dans un contexte général caractérisé d'une part, par le relèvement du plafond de l'endettement et d'autre part, par l'audit des Fonds de contrepartie des projets à financements extérieurs.

### 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 305 d'améliorer l'efficacité de l'apport des partenariats économiques et techniques à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun s'est agi spécifiquement autour de trois axes : (1) Accroître la contribution du partenariat au financement des projets de développement (APD et IDE) ; (2) Accroître le volume des échanges aux niveaux sous-régional et régional (Commerce extérieur) et ; (3) Identifier les opportunités de coopération décentralisée et des financements innovants et déterminer les modalités de levée des fonds. Au terme de l'exercice 2013, il ressort que le volume de flux financiers mobilisés (base conventions signées et recettes d'exportations vers les pays d'Afrique) est de 1 265 milliards de FCFA (résultat technique) soit un taux de réalisation de 97,31% ; traduisant ainsi une bonne dynamique de la Direction Générale de la Coopération et de l'Intégration Régionale (DGCOOP) à mobiliser les financements extérieurs. Quant à l'utilisation des ressources au taux 97,94%, son niveau de consommation peut être jugés satisfaisant compte tenu du début de la mise en vigueur de la réforme budgétaire. L'atteinte de cette performance s'est faite à travers les réalisations de résultats techniques des indicateurs des actions constitutives du programme. S'agissant de la **densification et la diversification du portefeuille de coopération**, des

accords de prêts ont été signés pour un montant global d'environ 1 100 milliards de FCFA (IDE et APD) pour le financement des projets à l'instar de : (a) le projet de construction de la route Kumba-Mamfé (de 62 milliards de F CFA dont 33,5 milliards de FCFA avec la BAD et de 25 milliards de FCFA avec la BDEAC) ; (b) le projet d'urgence de lutte contre les inondations dans la région de l'Extrême-nord (54 milliards de FCFA avec la Banque Mondiale) ; (c) le projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 : Bafoussam, Bamenda, Kribi, Sangmelima) d'un montant de 84,72 milliards de FCFA ; (d) le projet de mise en place d'un réseau de télécommunication d'urgence pour un montant de 77,78 milliards de FCFA. Le volet de diversification s'est fait par l'élaboration des nouveaux cadres de coopération quinquennaux (2013-2017) avec les agences du système des Nations Unies (PNUD, PAM, UNICEF, UNFPA) et du document de stratégie de partenariat pays avec la Corée du Sud.

Quant à la **consolidation de l'intégration régionale et sous-régionale**, les activités entreprises ont été ceux : du suivi et impulsion de la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale de la CEEAC et de la CEMAC ; du suivi et impulsion de la mise en œuvre des résolutions, directives et recommandations issues de plans d'actions spéciaux de coopération en Afrique (PADCT-AC, NEPAD, ...) ; de la relance des négociations des APE dans le cadre de l'intégration sous régionale en préservant les intérêts du Cameroun. Ce qui a permis de façon indirecte d'accroître le volume des échanges aux niveaux sous-régionale et régional avec un volume des recettes d'exportations de 165 milliards de FCFA.

Concernant la **promotion de la coopération décentralisée et des financements innovants**, le Service d'Appui à la Coopération Décentralisée s'est déployé dans l'ensemble des chefs-lieux des 10 régions du Cameroun pour une campagne de sensibilisation des collectivités territoriales décentralisées, de recherche, de collecte et de centralisation des informations sur les besoins et opportunités de coopération décentralisée. Quid des financements innovants : un comité de réflexion sur les financements Innovants au Cameroun a été mis en place, qui a conduit un cadre d'étude devant commettre le recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude/mission sur l'état de lieux et le développement de stratégie de mobilisation de financements innovants au Cameroun.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	1 265	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	97,31%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 636 395 323	CP 1 636 395 323
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 44 950 677	Ecart CP 44 950 677
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 602 688 765	CP 1 547 696 865
TAUX DE CONSOMMATION	97,94 %	94,58 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Au vue du taux de réalisation du résultat technique (97,31%) contre le taux de consommation des ressources (97,94%), force est de saluer à priori la haute performance réalisée par la Direction générale de la Coopération et de l'Intégration Régionale du MINEPAT. Cette bonne performance est fortement tributaire du nombre important de conventions signés. Il faudrait aussi noter que la mise en place de la nouvelle réforme des finances publiques par le démarrage de ce	

	<p>premier Budget-Programme 2013 du Cameroun justifierait le choix jugé peu ambitieux de l'indicateur de performance retenue pour ce programme ;</p> <p>Aussi, l'appropriation insuffisante de la réforme par les acteurs et/ou le retard dans l'exécution du premier Budget-Programme (mi-avril 2013) au Cameroun plaide en faveur les contre-performances technique et financière enregistrées.</p>
PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La définition d'une action devant capter la performance et l'efficacité du partenariat au développement est nécessaire afin de résorber le problème liés aux avenants et aux faibles taux de décaissement de financements extérieurs ;</li> <li>- L'indicateur du programme devra être changé afin que la performance soit orienté vers l'atteinte de l'efficacité et de l'utilisation des ressources mobilisées ;</li> <li>- Une meilleure organisation ainsi que le développement de meilleurs outils statistiques de mesure de la performance sont à envisager ;</li> <li>- Les fiches d'opérationnalisation de l'ensemble des indicateurs de programme devront être construite pour impulser le pilotage par la performance ;</li> <li>- Le renforcement des capacités des personnels notamment en charge du montage du PTA, de suivi de la mise en œuvre du budget programme est nécessaire ;</li> </ul> <p>La création d'un cadre juridique du contrôle de gestion ainsi que désignation des contrôleurs de gestion est nécessaire pour le pilotage axée sur la performance des programmes et à la mesure périodique du niveau de mise en œuvre des indicateurs ;</p>

## 2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 DENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE DE COOPERATION									
OBJECTIF	Accroître la contribution du partenariat au financement des projets de développement (APD et IDE)								
Indicateur	Intitulé:		Volume d'IDE et APD mobilisés (En milliards de FCFA)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  91,67 %		
	Unité de mesure		Mds						
	Année de référence:		2011						
	Valeur de référence:		1015.0						
	Année cible:		2013						
	Valeur Cible		1200.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1100						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 408 499 000	1 408 499 000	1 407 681 605	1 407 681 605	1 394 715 059	1 340 314 959	99,08 %	95,21 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>- La DGCOOP a assuré de manière honorable la participation du Cameroun aux rencontres statutaires internationales de coopération (Assemblées de la Banque Mondiale/FMI, Assemblées de la BAD, Conseil des Ministres de la CEMAC, réunions de la zone franc, Forum économique Turquie-Cameroun, Conclaves Inde-Afrique, etc.) où des accords de principe des financements de projets de développement ont été soumis et d'aucuns approuvés par nos partenaires ;</p> <p>- Les négociations en vue de la mobilisation des financements extérieurs ont été conduites, ce qui a permis la signature de conventions d'un montant global d'environ 1 100 milliards de FCFA, notamment pour : (a) le projet de construction de la route Sangmélima-Ouessou (d'un montant de 5 milliards de F CFA avec le Fonds Saoudien de Développement) ; (b) le projet de construction de la route Kumba-Mamfé (de 62 milliards de F CFA dont 33,5 milliards de FCFA avec la BAD et de 25 milliards de FCFA avec la BDEAC) ; (c) le projet d'urgence de lutte contre les inondations dans la région de l'Extrême-nord (54 milliards de FCFA avec la Banque Mondiale) ; (d) le projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 : Bafoussam, Bamenda, Kribi, Sangmelima) d'un montant de 84,72 milliards de FCFA ; (e) le projet de mise en place d'un réseau de télécommunication d'urgence pour un montant de 77,78 milliards de FCFA, ...</p> <p>L'élaboration des nouveaux cadres de coopération quinquennaux (2013-2017) avec les agences du système des Nations Unies (PNUD, PAM, UNICEF, UNFPA) et du document de stratégie de partenariat pays avec la Corée du Sud. L'actualisation des stratégies pays de la Banque Mondiale et de la BAD, l'élaboration en cours du 11<sup>e</sup> FED avec l'Union Européenne pour lequel l'enveloppe dédiée au Cameroun se situe entre 236 et 280 millions d'euros ; et des plans stratégiques de renforcement de la coopération avec les institutions du Monde islamique, etc.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>- L'atteinte du résultat technique à hauteur de 91,67 % traduit la perspicacité de la DGCOOP à mobiliser d'avantage des financements pour l'atteinte des objectifs de développement du Cameroun. Cependant, des efforts sont à faire en ce qui concerne la mise en place de stratégies de prospection de nouvelles opportunités de coopération ;</p> <p>Quant à l'utilisation des ressources financières mises à disposition pour la densification et la diversification du portefeuille de coopération, son utilisation à hauteur de 95,21% est satisfaisante au regard du résultat technique atteint.</p>								

Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"><li>- Définir un indicateur plus robuste permettant de capter simultanément la densification et la diversification du portefeuille de coopération ;</li><li>- Échanger avec l'ensemble des acteurs (PTF, PME, Banques commerciales, Gouvernement) à l'effet de définir les mécanismes pouvant favoriser l'accès à ces financements par les PME ;</li><li>- Mise en place d'une banque de données de Projets Prioritaires du Cameroun;</li><li>- Mener une réflexion pour une capitalisation optimale des nouvelles opportunités de coopération afin de diversifier le portefeuille de coopération ;</li></ul> Mise en place d'un répertoire des partenaires potentiels avec lesquels le Cameroun pourrait nouer des relations économiques et techniques
-------------------	---

## Action 02 CONSOLIDATION DE L'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE

OBJECTIF	Accroître le volume des échanges aux niveaux sous-régional et régional (Commerce extérieur)							
Indicateur	Intitulé:		Volume des recettes d'exportations vers les pays de la CEMAC et d'autres pays africains (En milliards de FCFA)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  89,19 %	
	Unité de mesure		Mds					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		130.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		185.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		165					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	108 000 000	108 000 000	106 973 320	106 973 320	100 315 820	99 724 020	93,78 %	93,22 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Accélération de l'intégration sous-régionale et régionale afin de capitaliser les importantes possibilités qui se présentent au Cameroun portant notamment sur la mise en œuvre des chantiers régionaux tels que la transafricaine, les routes internationales, les interconnexions électriques, et de télécommunication ; l'opportunité des débouchées qu'offrent la proximité du grand marché nigérian, ...							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des négociations des APE dans le cadre de l'intégration sous-régionale en préservant les intérêts du Cameroun : le rapport sur l'évolution du processus des négociations des APE est en cours de finalisation sous la coordination du Comité APE présidé par le SG/MINEPAT ;</li> <li>- Suivi des activités des organismes sous-tutelles de la CEMAC et la CEEAC : le rapport de participation du Cameroun à l'ensemble des activités des organismes sous-tutelles de la CEMAC et de la CEEAC est disponibles ;</li> <li>- Suivi de la mise en œuvre des réformes institutionnelles de la CEMAC et de la CEEAC : élaboration du plan de stratégie du Cameroun sur l'efficacité du processus de la réforme et l'organisation des journées CEMAC ;</li> </ul> <p>Élaboration des Plans d'action et du budget en vue de la mise en œuvre effective en 2014 de la zone de Libre Echange de la CEEAC</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La comparaison du résultat l'utilisation des ressources financières (93,22%) dédiée à la mise en œuvre des activités de l'intégration régionale pour un taux de réalisation du résultat technique de 89,19%, donne un avis assez mitigé sur l'atteinte de la performance de cette action. À la réalité, ceci est principalement dû au mauvais choix et/ou trop optimiste des capacités de la Direction de l'Intégration Régionale à impacté sur le volume des recettes d'exportation vers les pays de la CEMAC et des autres pays de l'Afrique.							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Échanger avec l'ensemble des acteurs (PTF, PME, Banques, Gouvernement) à l'effet de définir les mécanismes pouvant favoriser l'accès aux financements (BAD, BADEAC) par les PME ;</li> <li>- Mener une réflexion pour une capitalisation optimale des nouvelles opportunités de coopération en Afrique afin de diversifier le portefeuille de coopération ;</li> <li>- Mise en place un répertoire des partenaires potentiels avec lesquels le Cameroun pourrait nouer des relations économiques et techniques ;</li> </ul> <p>La Direction de l'Intégration Régionale (DIR) n'étant la seule garante de cet indicateur d'action (dû notamment du non-respect des engagements ratifiés par les acteurs de l'intégration) ce dernier devra faire place à la « proportion des actions de l'agenda du processus d'intégration régionale et sous-régionale effectivement mises en œuvre ».</p>							

Action 03 PROMOTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET DES FINANCEMENTS INNOVANTS										
OBJECTIF	Identifier les opportunités de coopération décentralisée et des financements innovants et déterminer les modalités de levée des fonds									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents-cadres spécifiques de coopération décentralisée et de mobilisation des financements innovants				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50,0 %			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2011							
	Valeur de référence:		0.0							
	Année cible:		2013							
	Valeur Cible		2.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	60 000 000	60 000 000	36 990 000	36 990 000	27 079 549	27 079 549	73,21 %	73,21 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION										
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>- Dans le cadre de la promotion de la coopération décentralisée, une sensibilisation des collectivités territoriales décentralisées à travers une campagne de recherche, collecte et centralisation des informations sur les besoins opportunités de coopération décentralisée dans l'ensemble des chefs-lieux des 10 régions du Cameroun ;</p> <p>Quid des financements innovants : Un comité de réflexion sur les financements Innovants au Cameroun a été mis en place. Ce comité a conduit un cadre d'étude devant commettre le recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude/mission sur l'état de lieux et le développement de stratégie de mobilisation de financements innovants au Cameroun.</p>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>- La réalisation technique de l'action de 50%, semble peu satisfaisant face aux efforts engagés tributaire de l'objectif trop optimiste de pouvoir élaborer en première année un cadre et un mécanisme de mobilisation des financements. De plus, la non-participation à la « 10<sup>ème</sup> Session plénière du Groupe Pilote sur les financements innovants pour le développement » faute d'autorisation de la hiérarchie contribuerait au résultat mitigé obtenus.</p> <p>La retard dans l'exécution du premier Budget-Programme 2013 au Cameroun n'aurait pas permis de recruter un consultant devant mener l'étude sur les financements innovants, d'où la faible consommation des ressources budgétisées.</p>									
Perspectives 2014	<p>- Le changement de l'indicateur de résultat de cet action devra s'opérer en 2014 afin d'acter les progrès qui seront faits dans le cadre notamment des mécanismes de mobilisations des financements innovants et à travers la coopération décentralisée ;</p> <p>- La mise en place des mécanismes de développement des financements innovants au Cameroun à travers le diagnostic sur l'état de lieux, de développement de la stratégie et du cadre institutionnel et juridique s'y rattachant afin que la densification et la diversification des sources de financements nécessaire du développement de l'économie Camerounaise soit une réalité ;</p> <p>Dans le cadre de la coopération décentralisée, la prospection de nouvelles opportunités de coopération décentralisée devra être faite à travers la production d'un répertoire des opportunités de coopération décentralisée, et le renforcement des capacités des CTD à la négociation des accords de coopération décentralisée.</p>									

## Action 04 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer l'efficacité de la mise en œuvre du programme							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  117,86 %	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2011					
	Valeur de référence:		60.0					
	Année cible:		2013					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		82,5					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	104 847 000	104 847 000	84 750 398	84 750 398	80 578 337	80 578 337	95,08 %	95,08 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>La coordination et le pilotage du programme 305 s'est effectué dans un environnement marqué par la première année de mise en œuvre du premier Budget-Programme au Cameroun, notamment à travers son principal outil de pilotage qu'est le Plan de Travail Annuel limitant ainsi les gestionnaires de crédit à des tirages spécifiques sur des lignes de crédit planifiés à l'avance. La connaissance de nouvelles procédures d'engagements resteront un défi majeur à relever. Aussi, le pilotage des activités devant se traduire par la performance des indicateurs de programme et d'actions sont autant de défis à relever par le responsable de programme.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'amélioration de la performance et de l'efficacité du portefeuille de coopération s'est effectué à travers le suivi et la supervision de la mise en œuvre des projets à financements extérieurs (projets Banque Mondiale, PNUD, FNUAP, UNICEF, FIDA, ABD, Pays Émergents, ...) ; l'organisation des revues globales de portefeuilles du partenariat au développement ; le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris ; ...</li> <li>- La tenue périodique (bimensuel) des réunions de coordination a permis au Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale d'effectuer le pilotage des activités de coopération. Il a aussi appuyé le développement des outils avancés de coordination et de pilotage des activités au sein de la DGCOOP à l'instar de la « Todo List » (matrice de suivi et de définition du travail à faire pour l'atteinte des objectifs de performance du programme), la modernisation des outils de travail (recrutement d'un consultant pour la conception d'une plateforme collaborative, connexion internet Wi-Fi, ...) ;</li> <li>- La planification et programmation des activités du programme s'est faite à travers les contributions pour la production du PAP, du PPA et du PTA 2014 du MINEPAT ;</li> </ul> <p>La production des rapports de suivi de l'état de mise en œuvre de la Feuille de Route, du Plan d'Action et du Rapport d'activité de la DGCOOP</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'amélioration de la performance et de l'efficacité du portefeuille de coopération s'est effectué à travers le suivi et la supervision de la mise en œuvre des projets à financements extérieurs (projets Banque Mondiale, PNUD, FNUAP, UNICEF, FIDA, ABD, Pays Émergents, ...) ; l'organisation des revues globales de portefeuilles du partenariat au développement ; le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris ; ...</li> <li>- La tenue périodique (bimensuel) des réunions de coordination a permis au Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale d'effectuer le pilotage des activités de coopération. Il a aussi appuyé le développement des outils avancés de coordination et de pilotage des activités au sein de la DGCOOP à l'instar de la « Todo List » (matrice de suivi et de définition du travail à faire pour l'atteinte des objectifs de performance du programme), la modernisation des outils de travail (recrutement d'un consultant pour la conception d'une plateforme collaborative, connexion internet Wi-Fi, ...) ;</li> <li>- La planification et programmation des activités du programme s'est faite à travers les contributions pour la production du PAP, du PPA et du PTA 2014 du MINEPAT ;</li> </ul> <p>La production des rapports de suivi de l'état de mise en œuvre de la Feuille de Route, du Plan d'Action et du Rapport d'activité de la DGCOOP</p>							

Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none"><li>- Des stratégies devront être mises en place pour l'amélioration de la performance et l'efficacité des partenariats aux développements afin de permettre des décaissements de financements extérieurs mobilisés à travers la signature des conventions ;</li><li>- De meilleurs outils statistiques devront être mise en place pour une mesure plus efficace et plus robuste de mesure du taux de mise en œuvre du programme de cet action ;</li></ul> <p>La création d'un cadre juridique du contrôle de gestion ainsi que désignation des contrôleurs de gestion est nécessaire pour le pilotage axée sur la performance des programmes.</p>
-------------------	--

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Les actions phares ci-après ont contribué à la réalisation de l'objectif stratégique du MINEPAT qui est de « *Contribuer à la réalisation d'une croissance économique soutenue et promouvoir un développement équilibré du territoire national* » :

- la conduite des travaux d'urgence dans le cadre de la lutte contre les inondations dans l'Extrême-nord, avec notamment le confortement des digues du Logone et de Maga ;
- la mise en place de 11 agropoles sur l'ensemble du territoire national, notamment l'agropole de production de la viande porcine de Kribi, l'agropole de production de la viande porcine de Bafoussam, l'agropole de production et de transformation de la volaille de Bomono (Douala), l'agropole de production de la volaille de Yabassi, l'agropole de production et de commercialisation de poisson de Bankim, l'agropole de production des œufs de Baleng, l'agropole de production du soja de Mokolo, l'agropole de production du maïs de Mbandjock, l'agropole de production du riz de Galim, l'agropole de production de l'ananas d'Awae, l'agropole d'élevage de porc dans la région du Centre ;
- la construction dans cinq communautés et communes pilotes des ouvrages démonstratifs de type HIMO ;
- la mise en œuvre, à travers le PNDP, de 1591 micro-projets dans 178 communes disposant des Plan Communaux de Développement (PCD) dans les dix régions ;
- le financement des activités génératrices de revenus dans le cadre de la mise en œuvre du Sous-programme de Réduction de la Pauvreté à la Base ;
- la finalisation de la stratégie du secteur de l'Éducation.

### 3.2. LEÇONS APPRISSES

Les principales leçons apprises sont les suivantes :

- La non maturation des projets inscrits au Budget d'Investissement Public a été une contrainte forte à son exécution satisfaisante dans les délais ;
- L'appropriation insuffisante de l'application PROBMIS dédiée à la gestion de la dépense a plutôt rallongé les délais de traitement des dossiers au cours de cette première année de mise en place du budget programme ;

Les lenteurs observées dans le processus de passation des marchés, imputable entre autres à la production tardive d'un plan de passation des marchés, constituent un risque dans l'exécution du BIP. Ce risque avait déjà été identifié comme considération clé pour la mise en œuvre efficiente du DSCE ;

- Les indicateurs utilisés n'ont pas toujours permis de renseigner la performance des actions et de certains programmes ;
- l'absence d'un système d'information sur la performance a rendu difficile le renseignement des valeurs des différents résultats techniques et financiers ;
- l'absence d'un plan prévisionnel de consommation des crédits a limité la mise en œuvre

de certaines activités en raison de la faiblesse des montants des quotas trimestriels.

### **3.3. PERSPECTIVES 2014**

- La mise en place du contrôle de gestion au sein du MINEPAT en vue d'améliorer la performance des programmes ;
- L'analyse qualitative et la documentation des indicateurs des programmes et des actions du MINEPAT.